

## Comptes rendus

**F. DRION DU CHAPOIS, Charles-Quint et l'Europe. Aspects de sa politique impériale, un vol. in-8°, 259 p., éd. Brepols, 14, rue Kessels, Bruxelles, 1962 (Collection Destin de l'Europe, N° 3).**

Le quatre centième anniversaire de la mort du grand empereur d'Occident a ranimé l'ardeur des historiens. Divers pays ont consacré des colloques au plus illustre des Habsbourg et à l'histoire de son époque. Dans le domaine de l'érudition, le colloque allemand, dirigé à Cologne en novembre 1960 par Peter Rassow et Fritz Schalk, a montré, mieux que ceux de Grenade (1958) et de Sorbonne (1960) tout ce qu'il faut encore faire pour « déconfessionnaliser » l'histoire de Charles-Quint. À côté de ces travaux spécialisés, qui versent à vrai dire souvent dans la micrographie, plusieurs ouvrages de synthèse ont vu le jour, destinés au grand public cultivé. Les uns prolongent la tendance espagnole à faire de Charles un héros de la « Hispanidad », ou bien encore tiennent — il s'agit alors d'auteurs français — l'empereur en abomination.

Peu, en somme, qui soit à sa juste place.

La Belgique avait pourtant trouvé, en la personne de Ghislaine de Boom, un historien capable de libérer l'histoire de Charles-Quint du déplorable « nationcentrisme » qui l'affligeait. Une mort prématurée a privé l'érudition belge de l'ouvrage d'ensemble qu'elle nous aurait donné.

D'avoir pris la relève, François Drion du Chinois mérite la gratitude de tous les Belges. Notre pays, grâce à lui, figure dans le concert de l'historiographie récente. Il fallait qu'il en soit ainsi.

Nous avons, depuis quelques années, deviné le projet de l'auteur : le 23 février 1959 il avait traité certains aspects du projet à la tribune des conférences « Septembre ». Le 15 décembre de la même année, occupant la chaire d'Études bourguignonnes de l'Université de Louvain, il y avait parlé de la politique impériale de Charles-Quint. Le 17 janvier 1960, il exposa ses idées à la tribune du Service de Centralisation des Études généalogiques et démographiques de Belgique. Le 5 février 1960, les élèves de l'École Royale Militaire bénéficiaient d'un brillant exposé sur la même matière. Les lecteurs de *Res Publica* eurent enfin, dans le n° 2 de 1960, le plaisir de lire l'argumentation principale de l'ouvrage à venir. C'est dire du même coup la longue méditation qui a présidé à son élaboration.

Point n'est besoin de présenter le baron Drion du Chinois à nos lecteurs. De livre en livre, il s'est fait

l'historien incontesté de l'Europe médiane. Son volume récent sur *La vocation européenne des Belges* reste à portée de la main de ceux qui enseignent l'Histoire et qui la méditent.

Son Charles-Quint est de la même veine. Modeste et tout à la fois audacieux, son propos tient en une phrase : *énoncer et justifier la définition et le caractère de la politique impériale*. L'auteur n'a donc pas voulu faire une biographie, mais une analyse de la pensée impériale. C'était là un sujet redoutable : « Vaste et mouvant, se dérochant dans l'espace et le temps ». Plus que bien d'autres, il reste interprété de façons diverses, souvent contradictoires.

Dès l'abord, le lecteur est mis en présence, honnêtement comme il se doit, de ces thèses qui s'affrontent. Avec franchise, sans bavures ni détours, l'auteur avance aussitôt les siennes : elles sont nombreuses. L'espace nous manque pour les exposer toutes, tant ce livre est riche de pensées nouvelles.

Bornons-nous au thème central que nous énoncions tout à l'heure : *la politique impériale*. François Drion, démolissant au passage toute une série de préjugés et de lieux communs, la définit comme étant « tout ensemble un effort de maintenance, un essai de reconstitution, un vouloir d'achèvement ».

Quant à l'objet de cette politique, il est triple. D'abord *conserver l'Héritage*. Cet Héritage, c'est la Chrétienté. Il s'agit ensuite de la *reconstituer* dans son intégrité, c'est-à-dire de récupérer le Duché de Bourgogne ravi par Louis XI. Soulignons ce point : il décèle l'influence de la tradition bourguignonne dans la formation de la conscience politique, de l'empereur : le pressentiment de l'Europe. Cet Héritage, il faut enfin le *parfaire* et le *consolider* : mission impériale mais *non impérialiste*, visant au respect de son autorité plutôt qu'à l'agrandissement de son patrimoine dynastique. S'il y eut des conquêtes, c'est dans un dessein essentiellement défensif qu'il faut en chercher les mobiles.

Les preuves ? L'auteur les multiplie, convaincantes, solidement fondées sur les sources et les faits. Il s'en dégage que la politique d'Empire s'exprima par une recherche méthodique d'alliances *matrimoniales*. Là n'est pourtant pas l'originalité. Celle-ci réside surtout dans ce que la politique impériale fut aussi *éclectique*, non pas — comme le pensent beaucoup d'historiens français — une tentative de centralisation impériale, mais une volonté de décentralisation raisonnée, un vouloir de renforcement particulier et de coordination générale. Tendance à l'*unité* et non à l'*unification*. La pensée impériale se caractérise enfin par un troisième aspect : le *pragmatisme* de sa politique.

autrement dit son réalisme. Que l'adolescent ait subi fortement l'influence de son entourage — en particulier de Chièvres — ne fait aucun doute. Il n'en est pas moins vrai qu'à partir de 1521, Charles pratique une politique personnelle et qu'il faut cesser de le considérer comme une marionnette dont Gattinara ou plus tard Granvelle tirent les ficelles. L'optique traditionnelle se trouve ainsi modifiée dans le détail.

Tout aussi révélatrice sont les pages consacrées à la situation militaire. Henri Bernard l'avait montré, Drion du Chapois le confirme : quoi qu'en dise Brandi, ce n'est pas le royaume capétien qui est encerclé, mais l'Empire. Parfois offensive dans ses développements stratégiques, la longue lutte — qui commence avec Marignan (1515) et non en 1521 comme on le dit souvent, est défensive dans son principe.

Pragmatisme encore : la politique de présence de l'Empereur itinérant, toujours là où besoin en est. Pragmatisme enfin, que son attitude devant les douloureux problèmes religieux qui assombrissent son règne.

Charles-Quint en bref, excelle dans la maîtrise de soi, l'équilibre, la modération.

Armé ainsi d'idées nouvelles, le lecteur est prêt à recevoir l'enseignement essentiel de ce livre. Nous tenons, en effet, pour fondamental, le chapitre consacré à l'orientation de la politique impériale. Laissons parler l'auteur : « La politique impériale se meut le long d'une voie centrale, jalonnée par les Pays-Bas, la Bourgogne, la Savoie, le Milanais ». Ce n'est autre chose que l'Europe médiane, « ce lieu privilégié où la Création invite les Européens à se rencontrer, à se comprendre, à collaborer, à s'unir librement dans leur diversité ». Nous en revenons au thème favori de Drion du Chapois. Qu'il soit remercié de l'avoir démontré une nouvelle fois, lumineusement. On ne pouvait attendre moins de l'animateur de la chaire d'Études bourguignonnes de l'Université de Louvain, du savant secrétaire général du Centre Européen d'Études burgondo-médiannes.

Signalons, pour terminer, que le baron Drion nous donnera bientôt une biographie d'Henri Pirenne. Ceux qui auront lu son Charles-Quint et qui goûtent, comme il se doit, son style étincelant et ses idées, attendront ce nouveau livre avec impatience.

J.L. Charles.

★

**SCHMITT, Hans A. : The path to European Union (From the Marshall Plan to the Common Market) Louisiana State University Press. 6 \$, 272 pages.**

Le titre de l'ouvrage suggère que M. Schmitt décrit et étudie le processus de l'intégration européenne dans son ensemble. Or, cet ouvrage est dans une très grande mesure consacré à l'étude de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (150 pages sur 245 de texte). Nous partageons pleinement le point de vue de l'auteur qui estime que la création de la C.E.C.A.

et les premières années de son fonctionnement sont la contribution essentielle à l'unification de l'Europe. Mais l'observation doit être formulée, car le titre de l'ouvrage risque d'induire en erreur les étudiants qui font des recherches et les bibliothécaires qui auront à le classer.

Les trois premiers chapitres sont un panorama des conditions préexistantes à l'appel du Président Schuman du 9 mai 1950. L'idée de l'union européenne est une vieille « idée » qui, ne pouvant s'incarner ni dans le Conseil de l'Europe ni dans l'O.E.C.E., exigeait une formule nouvelle. On nous rappelle opportunément que les premières démarches pour « intégrer » l'Europe ont été faites par Paul Hoffmann, Directeur de l'Economic Cooperation Administration américaine devant le Conseil de l'O.E.C.E. Que la réponse de l'O.E.C.E. ait été la création de l'Union Européenne des Paiements et la mise en œuvre de la politique de libération des échanges justifiait bien que l'intégration — telle que nous la concevons — ait recherché ailleurs un cadre plus approprié. « Il fallait faire quelque chose », déclarait au Collège d'Europe, le Président Schuman. Et ce quelque chose fut le « Plan Schuman ».

A partir du moment où le Plan Schuman est abordé, l'étude, d'extensive, devient intensive. Nous retrouvons retracées toutes les péripéties qui suivirent la déclaration du 9 mai 1950 et qui conduisirent à la mise en vigueur du Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.

La « Haute Autorité » de la déclaration du Président Schuman va voir ses prérogatives limitées et on recherchera un système d'équilibre et de contrôle (checks and balances) qui est bien dans la ligne de pensée fédéraliste. Mais qui se souvient que la création d'un Conseil des Ministres est due à une initiative des pays du Benelux et que ces pays et l'Allemagne ont insisté pour que soit créée une Cour de Justice ?

Lorsqu'il en arrive à la C.E.C.A., M. Schmitt fait passer en premier lieu la description des institutions qui nous sont désormais familières. Mais nous sommes loin des études théoriques auxquelles nous sommes (trop) habitués. L'auteur tente de voir les institutions de l'intérieur, de les faire vivre devant nos yeux. Cela n'était pas facile ; il risquait de tomber sur l'écueil d'un « who's who » européen ou sur celui d'une quelconque chronique. Rassurons le lecteur, les deux ont été évités. Il donne au contraire la matière à bien des réflexions : comment au-delà de l'abstraction que sont les institutions il y a la réalité des hommes qui les animent. Cela est vrai pour la Haute Autorité comme pour les autres institutions non seulement européennes, mais mondiales.

Ici nous voyons l'évolution de la Haute Autorité en fonction non seulement du Président en fonction, mais des Membres qui la composent. Chacun lui a imposé sa marque distinctive. Et nous nous posons dès lors la question de savoir ce que signifie la « compétence générale » et la « complète indépendance » exigée des Membres de la Haute Autorité. De telles exigences sont-elles compatibles avec la spécialisation qu'exige la

vie moderne et les divers engagements de toute nature qui nous sollicitent tous ? Cette compétence générale ne doit-elle pas être recherchée « in corpore » plutôt qu'au niveau de l'individu, l'indépendance complète résultant alors d'un équilibre à construire par un choix judicieux des hommes entre diverses tendances ?

Enfin, l'étude de la C.E.C.A. se poursuit par un bilan de son activité. Ce n'est pas en une trentaine de pages que celui-ci peut être traité d'une manière exhaustive. Des « coups de projecteur » sont donnés sur tel ou tel aspect de l'application du Traité. On pourrait peut-être reprocher à l'auteur de ne pas avoir suffisamment hiérarchisé les différents problèmes traités et notamment de ne pas avoir mis en lumière ceux qui sont liés à la politique du développement à long terme de la Communauté. Mais ce ne sont là que des critiques mineures.

Deux chapitres « Europe in suspense » et « The Second Launching of the European Union » servent de conclusion à ce livre bien documenté et, chose rare, point rébarbatif du tout. P. Desjacques.

★

Jacques ELLUL, *Propagandes*, Editions A. Colin, Paris, 1962.

J'ai lu avec le plus vif intérêt le dernier ouvrage du professeur J. Ellul. Comme tout ce qu'écrit cet auteur, il est vivant, bien écrit, fortement charpenté, aussi bourré d'idées et de suggestions, de points de vue neufs et d'esprit critique, aussi « provocative » diraient les Américains, qu'il est possible de l'être. Avec cela, un courage intellectuel, une finesse d'analyse, une pénétration qui ne se démentent pas un instant tout au long des trois cents et quelques pages qui constituent le volume en question. J'avais beaucoup aimé le précédent ouvrage de M. Ellul : *La technique ou l'enjeu du siècle* (1954) : j'aime tout autant celui-ci, même si je ne suis pas toujours d'accord avec son auteur. Disons, pour être exact : malgré un désaccord assez constant.

En quoi réside précisément ce désaccord, il m'est difficile de le dire. La pensée de M. Ellul est assez fine, subtile, complexe, assez sensible à la diversité des faits et à leur profondeur différentielle, pour échapper au reproche majeur d'une excessive simplification. Ses thèses sont assez nuancées — et assez justes — pour qu'on ne puisse pas accuser leur auteur de s'écarter du réel concret et vécu.

Qu'y a-t-il dit, dès lors, qui ait accroché mon attention et suscité une réaction critique, et cela dès les premières pages de « Propagandes » ? Tout bien réfléchi, et après avoir relu attentivement un certain nombre de pages, cochées en cours de lecture, il m'apparaît que le défaut, le seul défaut — majeur il est vrai — de cette œuvre, est de n'avoir pas défini nettement, fût-ce après cent autres, ce qu'il fallait entendre par le mot de « Propagande ». M. Ellul s'en excuse (p. 8), et l'excuse serait valable si, tout au long de son œuvre, il s'en tenait à l'une des innombrables définitions qui

sont nées, depuis quelques années, sous la plume des spécialistes, ou à une approche purement empirique, mais nettement définie. Il ne le fait pas, et c'est, semble-t-il, ce qui a suscité mon désaccord. Non pour une question de didactique, cela va sans dire, mais parce que cette imprécision amène M. Ellul à défendre des thèses que je qualifierai d'audacieuses, pour ne pas dire plus.

L'évolution sémantique du mot « Propagande » est déjà en soi révélatrice. Pour Littré, il désigne la Congrégation romaine érigée en 1622 pour propager la foi. « Propagande » n'a pas à l'origine un sens péjoratif, pas plus que « propager » : on peut « propager » la vérité, les lumières, des opinions politiques et philosophiques de haute tenue. Au contraire, pour les auteurs modernes les plus qualifiés, Lasswell, Doob, Lerner, Miotto — et J. Ellul — le terme comporte nécessairement l'idée de manipulations psychologiques dont le propagandé est inconscient, manipulations menées à des fins prédéterminées, fixées par le manipulateur, « non scientifiques ou d'une valeur douteuse dans une société et un temps particuliers ».

Le caractère péjoratif va s'imposer au point d'envahir totalement et exclusivement le terme tout entier : la propagande, toute propagande, quelles qu'en soient les fins, quels qu'en soient les moyens, pour peu qu'elle se veuille efficace — et elle doit l'être par définition, sous peine de perdre toute raison d'être — est nécessairement telle qu'elle doit altérer gravement le jeu et l'esprit de la démocratie (p. 258 et sv.). Si l'on ne recourt pas à des moyens *contraires* à la démocratie, on n'a qu'une propagande « inefficace, paralysée, médiocre » (p. 263). « La propagande est par essence totalitaire » (p. 264).

Pareille position serait peut-être défendable si, sous le vocable « Propagande », on se contentait de réunir, comme le fait l'auteur (p. 9), l'action psychologique, la guerre psychologique, la rééducation et le lavage de cerveau, et les autres techniques du même genre, que Tchakhotin ou Vance Packard ont si bien décrites.

Mais M. J. Ellul va plus loin : non seulement il ajoute à ces moyens de « viol des masses » les *public* et les *human relations* (p. 155), qui entendent « adapter l'individu à la Société » (p. 9) (où est le mal ?), mais encore l'information (pp. 101, 130 et passim), l'éducation (p. 302), l'instruction civique du jeune soldat (p. 137), les soins aux blessés ennemis (p. 24), la littérature (idem), la libération de prisonniers, la publicité, bien sûr (p. 76), le Plan Marshall (p. 84), cela va sans dire, l'action de la diplomatie, des églises et de l'appareil judiciaire (pp. 24-25) et même (p. 26), l'annexion par le XIX<sup>e</sup> siècle démocratique de la démocratie athénienne, de la république romaine, de la Renaissance et de la Réforme...

« Purs produits aussi de la propagande » (p. 303), l'honneur, la patrie, les valeurs du groupe... Et finalement, toutes les formes de pression sociale que la société exerce sur l'individu. De ce fait, l'URSS, la Chine et les EUA sont fourrés dans le même sac, car par « l'ampleur du système, sa cohérence, sa profondeur » (p. 5), ils constituent actuellement les « trois

grands blocs de propagande les plus importants » du monde. Certes, ces trois pays représentent « trois modes, trois types, trois méthodes résolument différents », de propagande, mais la différence ne porte ni sur l'organisation, ni sur les méthodes, ni surtout sur l'esprit. Car « la propagande aux mains de n'importe qui, fût-il le plus juste et le mieux intentionné des hommes, comporte par soi-même des conséquences qui sont identiques dans le communisme ou l'hitlérisme ou la démocratie occidentale » (pp. 10-11) (1).

De même, les idéologies et les supports de la propagande, présentent tous, que celle-ci soit démocratique, hitlérienne, communiste ou « chinoise », les mêmes caractères d'irrationalisme greffé sur des éléments politico-économiques, le même mélange complexe d'idée et de sentiment (p. 221). Il n'y a de différence que dans l'efficacité de leur action. Il n'existe donc plus d'idées, de doctrines, de croyances « qui pourraient pousser l'homme à l'action » sans recourir à la propagande, et pas de propagande sans avilissement de l'homme.

L'« idéologie » humaniste elle-même, l'« idéologie » chrétienne elle-même ont perdu beaucoup de leur efficacité (affirme M. Ellul), n'inspirent plus l'action, sont complètement dévaluées par rapport aux idéologies propagandées (p. 223).

Ne vaudrait-il pas mieux établir quelque distinction ? Le film américain, par exemple, est-il nécessairement et toujours un fait de propagande ? Oui, affirme M. Ellul (p. 78), car ce film « sans le savoir, exprime le mode américain de vivre et c'est ce mode américain de vivre... qui constitue l'élément de propagande ». Mais si ce film condamne le racisme, ou la loi de Lynch ou le gangstérisme, ou d'autres formes déplaisantes du « way of life » américain ? Peut-on le mettre sur le même pied que tel ou tel film de patronage soviétique ?

« Une conférence sur la doctrine léniniste de l'Etat est de la propagande », écrit encore M. Ellul (p. 24). D'accord s'il s'agit d'un exposé fait par un Soviétique ou par un communiste occidental, que ce soit à Moscou ou à Paris. Mais si cet exposé est fait au cours d'un colloque organisé par l'Association Internationale de Science Politique, par quelque spécialiste de soviétologie, et suivi d'un débat contradictoire ?

« Lorsque les USA se posent en défenseurs de la liberté, en tout, partout et toujours, c'est un système de fausse représentation. Lorsque l'URSS se pose en défenseur de la démocratie vraie, c'est un système de fausse représentation », écrit encore M. Ellul (p. 73) : mais n'y a-t-il pas quelque différence selon que le propagandé vit dans une société pluraliste et contradictoire, où la connaissance des thèses adverses est possible, où la propagande adverse pénètre aisément, où M. Ellul peut « démystifier » la propagande « amie », ou bien dans une société volontairement et consciemment monolithique, où n'agit qu'une propagande à sens unique, où la simple objection n'est pas possible, où l'objectivité est moquée et dénoncée ?

Ne vaudrait-il pas mieux se demander, puisque de toute façon, la « propagande » est nécessaire (p. 254)

même en régime démocratique, à quelles conditions elle pourrait être à la fois efficace et respectueuse (au maximum) des valeurs humaines que la démocratie prétend défendre ?

M. Ellul croit — et il ne me semble pas avoir tout à fait tort — qu'il y a quelque contradiction entre « certaines données de fond de la démocratie (respect de l'homme, usage des nuances, souplesse intellectuelle, goût de la vérité) et la propagande » (pp. 261-264).

Oui si le but idéal de la propagande est bien de « provoquer l'action sans passer par la réflexion » (p. 263) et que tout — éducation, information, discussion — est propagande. Mais si tel n'était pas le cas ? Si la formation du jeune soldat allemand, dont parle quelque part M. Ellul, ou du jeune collègien anglais, ou du jeune séminariste, vivant dans des sociétés pluralistes, contradictoires et multiples, n'était pas de la propagande ? Si les formes de pression sociale qui ont existé de tous temps se neutralisaient dans notre société, en raison même de leur violence, de leur nombre, et de leurs divergences reconnues et admises, serait-ce encore de la propagande au sens fort, au sens « ellulien », du terme ? L'Etat, en Occident du moins, et aux EUA, est loin de détenir tous les moyens de propagande : il y a les syndicats, les partis, les groupes de pression et d'intérêts, les innombrables corps intermédiaires qui s'opposent — victorieusement — à sa puissance et à son action.

Des limites sont posées à la liberté de propager « les opinions aberrantes, immorales », liberticides : mais elles sont vieilles comme le monde et liées à la nature même des choses. Elles ne restreignent que de fort peu le champ d'action du citoyen moyen, surtout dans des sociétés comme les nôtres.

Au fond, ce qu'il y a d'émouvant dans la critique que M. Ellul fait des innombrables formes de pression sociales que la société exerce sur l'homme d'aujourd'hui, c'est que l'on y sent, sous-jacente, et parfois même affleurante, une très haute idée de l'homme. Il est bien évident en effet que si l'homme est une Personne, susceptible de discernement, ouverte par nature à la vérité, tout endoctrinement est odieux et qu'il faut la laisser se faire une opinion par elle-même : elle en est capable, elle le désire, elle le fera. C'est la conception qu'on se faisait de la Démocratie avant l'avènement des Masses. Mais est-elle fondée ? M. Ellul lui-même reconnaît que nous sommes loin de compte : 90 % des hommes, écrit-il, sont politiquement inertes, inactifs, inattentifs, manipulables et sans esprit critique (p. 108) (et j'ajouterais volontiers que des 10 % d'activistes restant, bon nombre le sont surtout par étroitesse d'esprit, fanatisme, et désir de faire carrière) ; « parler d'esprit critique, de discernement, cela veut dire que l'on a dépassé de très loin le niveau de

(2) Il convient toutefois de noter, car le fait est symptomatique, que la plupart des exemples de propagande cités par M. Ellul, tout au long de son livre, sont empruntés à l'histoire de l'URSS, de la Chine Rouge, du III<sup>e</sup> Reich, ou de pays en guerre.

l'instruction primaire, cela se réfère à une toute petite minorité » (p. 124) : encore cette minorité est-elle loin de comprendre les « intellectuels » et les « milieux cultivés » (p. 127) que leur culture rend souvent fort sensibles à l'action des symboles stéréotypés, religieux (p. 187) ou autres, et qui, plus d'une fois se sont laissés embarqués naïvement dans d'évidentes campagnes de propagande politique à sens unique. On pourrait citer d'innombrables exemples, de l'Appel de Stockholm au Manifeste contre la Guerre bactériologique en Chine, fort oublié aujourd'hui, que signèrent tant de bons esprits. Pour ne pas rappeler la Déclaration allemande des 93, en 1914... et les flamboiements anti-dreyfusards d'une bonne part de l'élite française...

En fait, l'homme n'a jamais été cet être raisonnable, conscient, lucide, intellectuellement courageux, dont M. Ellul suppose l'existence : ni au moyen âge, ni au Grand Siècle, ni en ce nouveau siècle des Lumières qui est la nôtre. Une démocratie qui utilise l'information pour se défendre, par exemple, ne fait donc pas « sortir (je souligne) l'homme du raisonnable et du conscient pour le lancer dans l'irrationnel, pour le livrer aux forces obscures » (p. 265) : l'homme n'a jamais vécu et ne vivra jamais (sauf exception rarissime) dans le raisonnable et le conscient. Les propagandes ne peuvent donc l'en faire sortir.

Et d'ailleurs est-il bien sûr que la démocratie ne puisse être un objet de foi et de croyance sans manquer à sa vocation ? Qu'il y ait toujours « opposition fondamentale entre le régime d'opinion et le régime de croyance » (p. 266) ? Dans les nations politiquement immatures, peut-être ; mais en Scandinavie, en Grande-Bretagne, en Suisse ? Le lien qui unit ces nations politiquement adultes existe ; il s'appelle civisme et vaut infiniment mieux que le démocratisme verbal de certains peuples.

Les mythes dévastent les démocraties ? Serait-ce le cas en Suède, aux Pays-Bas ? On peut en douter. Et même aux Etats-Unis, n'en déplaise à M. Ellul, qui cite quelques exemples (le Ku-Klux-Klan, l'American Legion et Father Divine), sans portée réelle, sans influence profonde sur la vie de la nation et qui sont en perte de vitesse.

« L'anti-mystique » peut devenir soi-même « objet de mystique » (p. 267) : sans doute et c'est fâcheux. Encore faut-il se garder de taxer de mysticisme ce qui n'est qu'une certaine fermeté dans les principes et un profond attachement *raisonné* aux institutions. On peut croire à la démocratie, sans nourrir beaucoup d'illusions sur les réalités assez sordides que recouvre ce prestigieux vocable.

Finalement, il me semble que l'erreur fondamentale (et féconde !) de M. Ellul, c'est d'avoir acquis la conviction que tous les moyens qu'utilise la société pour socialiser l'individu sont nécessairement anti-démocratiques et menacent partout et toujours la personne humaine (p. 30).

C'est vrai si l'on identifie l'éducation et l'information, multiples et contradictoires, qui se pratiquent dans les pays de vieille démocratie, avec les liturgies

de Nuremberg ou les anathèmes sacramentels de Moscou.

C'est vrai si les trances de Mary Baker Eddy sont de même effet que le sacrifice du Père Damien.

C'est vrai si Simone Weil ou Jeanne Hersch visent à endoctriner de la même façon, dans le même dessein, par les mêmes moyens, qu'un chef de la Hitlerjugend ou des komsomols.

Mais tel n'est évidemment pas le cas. Si bien qu'il apparaît que le véritable problème pour le sociologue soucieux de sauvegarder l'intégrité des valeurs humaines qui nous rendent si précieuse la démocratie, serait de définir les moyens de « propagande » les plus aptes à assurer pareille défense. Ce n'est pas en confondant dans une même condamnation ou dans un même soupçon, « information », « éducation et « propagande » qu'il y parviendra. Il faut remercier M. Ellul de nous avoir amenés à poser ce grave problème sous une lumière aussi crue.



## LE PHENOMENE DU SOUS-DEVELOPPEMENT

René DUMONT, *L'Afrique est mal partie*, Editions du Seuil, Paris, 1962.

La plus grosse erreur que pouvait commettre l'Occident placé devant le redoutable problème du sous-développement économique était de penser qu'il s'agissait d'un phénomène purement économique car, dans ces conditions il était amené à croire que la solution ne présentait guère de difficultés : une bonne ration d'indépendance (en hommage aux « impondérables »), une injection massive de dollars et quelques experts de l'Assistance technique (éléments chiffrables, donc sérieux), et le tour était joué : les nations en état de stagnation économique — par on ne sait quel hasard ou quelle mauvaise volonté des colonisateurs — allaient tout aussitôt démarrer.

On est évidemment loin de compte, et l'on commence à en prendre conscience.

En réalité, le sous-développement économique n'est pas un phénomène économique (pas plus d'ailleurs que le développement). C'est un phénomène sociologique global, dans lequel interviennent, dialectiquement, un très grand nombre de facteurs sociaux, culturels, historiques, climatiques, religieux et même, à l'occasion, économiques ou, plus exactement, socio-économiques. Car l'économique n'existe pas à l'état pur, n'en déplaise aux spécialistes.

Phénomène global, le sous-développement appelle nécessairement une thérapeutique globale : comment substituer à tant de facteurs internes, positifs ou négatifs, de stagnation, des facteurs extérieurs de dynamisme ? Quel sera le coût humain et social de ce transfert, nécessairement douloureux ? Et quels succédanés

sociaux, quels « ersatz » motivationnels faire agir en leur lieu et place, s'ils s'avéraient trop difficiles à emprunter à un Occident vraiment par trop complexe ?

Voilà, semble-t-il, quelques-unes des questions qu'il aurait fallu se poser avant d'induire, par nos prêches et par nos exemples, tant de peuples à agir. On ne l'a pas fait. Par optimisme naïf et générosité (« une fois libres, ces peuples... »), par confiance excessive dans les vertus de la technocratie et de la règle à calcul, par aveuglement doctrinal (« le sens de l'histoire... »), par méconnaissance complète de la technologie et de sa nature culturelle, par esprit de géométrie appliqué là où il aurait fallu quelque finesse...

On sait où cela nous a menés, et avec nous, victimes de nos experts, de leurs vues fausses et de leurs illusions, les peuples libérés.

Le livre que M. René Dumont, l'auteur de *Terres Vivantes* (Paris, 1961), consacre à l'Afrique d'aujourd'hui est, dans l'ensemble, un constat de faillite totale. L'Afrique est mal partie, c'est un fait. Elle accumule les erreurs sur le plan agricole (surtout) aussi bien que sur le plan économique, éducationnel, social et politique. Simplifions : sur tous les plans.

M. Dumont en cite d'innombrables preuves. Preuves concrètes, saisies dans leur réalité quotidienne, preuves vécues, faits précis repris selon une technique d'observation qui fait honneur à l'homme sans conteste sincère, loyal et courageux qu'est M. Dumont, et qui constitue l'un des attraits les plus authentiques de son œuvre. Le ton est direct, humain, lourd à la fois de colère (mal) rentrée et de chaude sympathie. Il n'en faut pas plus pour faire un bon livre qui se lit avec passion, parce qu'il est passionné et solide.

Quant aux remèdes, ils apparaissent plus incertains. M. Dumont voit bien ce qu'il faudrait faire, par exemple, dans le secteur agronomique qui est le sien, mais où trouver l'instrument politique de pareille réforme ? Il n'existe pas ; ou pis que cela : à peine né, il a déjà subi de telles distorsions qu'il vaudrait mieux qu'il n'existât point. Une fois de plus il s'avère que le goulot d'étranglement de toute forme de développement économique est politique ; que c'est la politique qui décide de tout : des finances, des conditions de l'expansion économique, des structures sociales comme de la guerre et de la paix.

Or, sur ce plan, l'Afrique est encore beaucoup plus handicapée que dans les autres domaines. Ses mœurs politiques sont déplorables : « en six mois de salaire, écrit M. Dumont (p. 66), donc en un mois et demi de travail, le député gagne autant que le paysan africain moyen en *trente-six ans* (je souligne), en toute une vie de dur labeur ». Ses relations avec le Pouvoir — et sa soumission — transforment la Fonction publique en une « nouvelle classe dirigeante », infiniment plus hautaine, bien mieux payée, et beaucoup plus privilégiée que ne le sont ses sœurs de Yougoslavie ou d'URSS. « Les membres du cabinet d'un ministre appartiennent généralement au même groupe ethnique que leur patron » (p. 69). La corruption, l'alcoolisme, le népotisme, la luxure, sévissent à tous les étages.

« La brusque accession au pouvoir *sans contrôle* (je souligne) a troublé certains esprits, corrodé le sens moral » (p. 71). « Les gouvernements ne sont même plus capables d'expédier les affaires courantes » (p. 80).

L'ardeur au travail est rare, faible et variable : M. Dumont écrit (assez comiquement) : « j'avais espéré que l'indépendance l'aurait décuplée » (p. 71). Grande illusion. Même en URSS, il a fallu l'effroyable coercition stalinienne pour obtenir que l'ouvrier soviétique produisît le tiers de l'ouvrier français, le dixième de l'ouvrier américain. La révolution n'avait pas suffi.

Les élites sont rares, fragiles, privées de foi et d'énergie : conséquence, prétend M. Dumont, des dommages causés par l'Europe, lesquelles se prolongent sous les formes insidieuses de l'exploitation (par personnes interposées) et de la corruption. Car, pour M. Dumont, l'Occident est seul coupable (p. 79). Les défauts de l'Afrique sont les nôtres, exclusivement. C'est la volonté de nous imiter (« veste et cravate », p. 69) qui corrompt ses chefs.

La situation politique est une caricature de la démocratie parlementaire (p. 221). Elle oscille entre la sud-américanisation totale, et un socialisme sans fondement réels, qui ne peut donc qu'être totalitaire et racial. C'est que « le socialisme et la démocratie exigent plus de moralité que le capitalisme et le fascisme », écrit M. Dumont (p. 228). Or, l'Afrique manque de cadres compétents et honnêtes. Dans ces conditions, un régime démocratique, instrument délicat créé par des nations déjà riches et adultes, a peu de chances de subsister.

On en dira autant du socialisme à l'occidentale : Produit caractéristique des traditions humanistes de l'Occident, on ne voit pas comment il pourrait planter ses racines en Afrique. Il suffit, pour s'en convaincre, d'observer ce qu'il est devenu en Russie, où les traditions et les valeurs étaient pourtant infiniment plus proches des nôtres que ne le sont les traditions et les valeurs africaines (ou asiatiques).

Le socialisme, j'entends : le socialisme authentique, « sans totalitarisme ni dogmatisme », pour reprendre les termes d'un communiste polonais, n'est sans doute pas un article d'exportation. Transplanté, il devient très vite la caricature sanglante, violente et totalitaire, que nous connaissons. Dictature du prolétariat, camouflant mal la dictature d'un parti unique, en fait dictature du Secrétariat, elle-même dictature d'un homme ou d'une poignée d'hommes : peut-être est-il dans le destin des nations économiquement sous-développées de ne pouvoir utiliser que des régimes politiquement sous-développés ?

Néanmoins, M. R. Dumont, dont on connaît les opinions très « engagées », penche vers ce genre de solutions. Plus par illusion sur leur efficacité réelle, semble-t-il, que par résignation. Suivons-le. Pour lui, « le socialisme occidental régresse » (p. 229). Le capitalisme est moribond — comme d'habitude. « Les progrès germano-italiens ne paraissent guère valables au

stade actuel de l'Afrique » (p. 236). L'exemple japonais « plus proche » (je n'en crois rien) demanderait de « l'ingéniosité » (rien que cela ?). L'organisation coopérative suédoise ou israélienne peut servir de modèle (j'en doute): mais elle doit être propulsée par l'Etat (et qu'est-ce que l'Etat africain ?).

Restent la Yougoslavie, « qui tend à confier l'usine aux ouvriers » (en fait, le Parti unique contrôle les décisions); la Pologne où l'on entend échapper aussi bien à l'erreur d'une foi aveugle dans l'action parfaite de l'automatisme du marché » qu'à l'erreur « d'une foi aveugle dans l'infailibilité du planificateur » (en fait, 87 % des terres cultivées appartiennent aux paysans au titre de parcelles privées, et c'est ce qui sauve, à peu près, le régime); Cuba évidemment qui « a battu tous les records mondiaux d'alphabetisation » (p. 237) (pauvres instituteurs d'Europe, pauvres spécialistes de l'enseignement qui mettez des années à apprendre à lire et à écrire à des enfants ! Des jeunes Cubains de 10 à 18 ans (p. 183, N. 2), totalement inexperts, ont réussi à le faire en un an et leurs élèves étaient adultes !).

Mais, de toute évidence, M. Dumont réserve ses sympathies aux modèles soviétique et chinois (p. 238). On ne peut que s'en étonner lorsque l'on connaît les résultats du « Grand bond en avant » en Chine et si l'on sait que, en URSS le nombre de têtes de bétail par cent habitants n'avait pas encore atteint en 1960 le niveau de 1913; que le rendement à l'hectare des sovkhoses y était inférieur au rendement des terres russes d'avant 1914, et que le ravitaillement en légumes, viande, œufs, lait, etc., de la population n'y était assuré, pour plus de 50 % et parfois même 75 %, que grâce à la production des minuscules parcelles individuelles des paysans et des ouvriers.

Sur ce point, les « préjugés » idéologiques de M. Dumont obscurcissent quelque peu sa claire vision des choses. Il en va de même, lorsque, demandant que le service militaire se « civilise » et se transforme en « un service civil effectué dans les pays en retard » (p. 249) (et pourquoi pas ?), il ajoute (p. 250) que les jeunes qui remplaceraient « les experts, parfois surpayés par rapport à la valeur de leurs travaux » devraient être « dévoués aux nouveaux Etats africains (donc de gauche, au sens large du terme) ». Le moins que l'on puisse dire d'une affirmation aussi sommaire et aussi péremptoire, c'est qu'elle ne fait guère honneur au sens politique de M. Dumont. M. Dumont est passionnant aussi longtemps qu'il traite de ce qu'il connaît bien (et son domaine est très vaste). Je le lis volontiers, car le moindre de ses articles est riche d'expérience et de mille réflexions, neuves et fécondes. J'aime son courage, dernière plus rare qu'on ne le pense dans une société et à une époque, entre toutes, feutrées et craintives. Mais j'ai le regret de devoir dire que, comme politique, M. Dumont laisse vite apparaître ses limites ou plutôt les limites qu'imposent à un esprit d'ordinaire lucide ses préjugés et son dogmatisme.

★

## ENTREPRISES DE DEMYSTIFICATION

1. M. ALLAIS, *Le Tiers Monde au carrefour. Centralisation autoritaire ou planification concurrentielle*, *Les Cahiers Africains*, n° 7 et 8, 1962.
2. P. BAIROCH, *Le mythe de la croissance économique rapide au XIX<sup>e</sup> siècle*, *Revue de l'Institut de Sociologie de l'Université Libre de Bruxelles*, 1962/2, pp. 307-330.
3. Cl. ZARKA, *Les inégalités entre Nations*, *Revue Economique*, n° 5, septembre 1962, pp. 739-754.
4. J.M. COLLETTE, *Le Taux de croissance du revenu national soviétique*, *Cahiers de l'Institut de Science économique appliquée*, suppl. 119, novembre 1961.

Que le phénomène du développement est donc mal connu ! Je n'avais pas achevé la rédaction des notes que m'inspire le beau livre de M. R. Dumont, que le hasard des dépouillements me faisait lire deux articles dont le moins qu'on en puisse dire est qu'ils sont quelque peu démystificateurs. Jugez-en.

M. Bairoch, dont j'ai beaucoup apprécié la clarté et l'aisance intellectuelle, tente « de faire apparaître la faiblesse de la croissance des économies occidentales au cours du XIX<sup>e</sup> siècle » (p. 309): 1,3 % par an, en moyenne, pour la croissance du revenu par habitant, à prix constants.

« Il semble illusoire de considérer que les pays sous-développés puissent connaître des taux de croissance de beaucoup supérieurs à ceux réalisés par les pays occidentaux au cours du XIX<sup>e</sup> siècle » (p. 330). Encore moins ceux de l'Italie (1,7) ou du Japon (2,1).

Les taux d'accroissement prévus par certains sont absurdes : un accroissement de 10 % par an multiplierait « le revenu par habitant de 1.600.000 fois en 150 ans (p. 318). Aucun pays d'Occident n'a jamais connu pareille cadence.

M. Bairoch ne se contente pas de démontrer par l'absurde et par preuves positives que la croyance en la rapidité de la croissance économique de l'Occident est un mythe. Fort intelligemment, il explique pourquoi et comment ce mythe a pu naître : en démontrant les rouages intimes, il le tue plus sûrement que ne le ferait la plus savante des démonstrations. Il faut lire l'article de M. Bairoch : il contient plus que des promesses.

\*  
\*  
\*

Il n'y a qu'un point où je me permettrai de n'être pas d'accord avec M. Bairoch : c'est lorsque il attribue à l'économie soviétique un taux de croissance variant de 6 %, selon les estimations occidentales, à 10 %

selon les estimations russes (p. 330), et qu'il explique ce rythme extrêmement rapide par « la planification et, partiellement... (par) la possibilité... d'utiliser les techniques existantes, sans pour autant devoir subir la concurrence des pays développés ».

Thèse défendue également, et fort bien, par M. J.M. Collette, du moins pour les périodes, relativement récentes, de 1950-1957 ou 1952-1958. Pour M. Collette (p. 86), « la croissance du revenu national soviétique peut... être brièvement définie par les trois caractères suivants :

- son importance (le caractère élevé de ses taux : 9 % au moins, soit trois fois plus que le taux américain ou britannique),
- sa continuité,
- sa généralité (la plupart des secteurs participent au mouvement ascendant d'ensemble...).

L'écart entre les deux estimations officielles et les estimations corrigées est mince et va en se comblant progressivement (p. 125).

Que répond à cette argumentation le professeur Allais, dans une œuvre d'une brûlante lucidité ? Citons ses commentaires à l'annexe VII (n° 7, p. 135) :

- « à des stades de développement comparables, la croissance de la production industrielle soviétique a été analogue à celle de la production industrielle américaine.
- l'écart relatif entre la production américaine et la production russe est resté sensiblement le même de 1870 à 1955.
- la croissance moyenne de la production industrielle soviétique a été tout à fait analogue à celle de la production industrielle tsariste. »

Et encore : « de 1913 à 1955, la productivité dans l'industrie ne s'est accrue en Russie soviétique que de 118 %, alors qu'elle a augmenté de 223 % aux Etats-Unis ». Puis (p. 139) : « Au total, la productivité par travailleur de l'URSS n'était en 1957 que le cinquième de ce qu'elle était aux Etats-Unis. » Enfin (p. 143), « de 1913 à 1956, le taux de croissance de la productivité par heure de travail a été de 1,2 % par an en URSS et de 2,3 % aux Etats-Unis » (1).

La cause de cette langueur (relative) de l'économie soviétique ? Pour le professeur Allais, il n'y a point de doute : c'est la planification centralisée, c'est le planisme autoritaire. Et de se livrer à la plus gigantesque démythification des postulats des tendances planificatrices qui se puisse rêver (n° 8, pp. 48-73), en dénonçant, chiffres à l'appui, le mythe de l'insuffisance de l'épargne, la prétendue carence de l'esprit d'entreprise, le mythe du désordre libéral, et d'une façon générale, les mythes de l'impossibilité d'une économie du marché, suivis des mythes des succès remportés par les économies planifiées. La plus mauvaise façon de sortir de l'état de stagnation économique où sont plongés les états sous-développés est donc de se tourner vers des systèmes planificateurs dont l'échec est aussi certain (2) que le coût humain et social en est élevé.

Conclusions : « pour favoriser le développement des pays sous-développés, il faut, sur le plan social, réa-

liser un ordre favorable à la mobilité sociale et au développement » (p. 102).

\*  
\*\*

Mais ces pays économiquement sous-développés dont on parle tant, ont-ils réellement un taux de croissance tel que la distance qui les sépare des pays économiquement évolués tende encore à s'accroître ? M. Zarka répond par la négative. « Contrairement à ce qu'affirme l'opinion la plus courante, ce ne sont pas les pays riches qui, d'une manière générale, se caractérisent par une croissance rapide de leur industrie » (p. 739 et sv.). En fait, 7 sur 9 des pays les plus riches ont eu (de 1953 à 1958) un taux de croissance inférieur à 4,5 %, alors que 5 sur 9 des pays les plus pauvres ont connu des rythmes de croissance supérieurs à 7 % » (nous sommes loin, on le voit, de M. Bairoch...). Conclusions : certains pays riches (l'Italie, l'Allemagne fédérale, le Japon, l'URSS), se développent vite. D'autres (les EUA, la Belgique, la Scandinavie) « partagent avec les pays africains... le triste sort de la quasi-stagnation économique » (p. 750). On ne s'en serait pas douté. Quant au Canada, à la France, aux Pays-Bas, ils progressent « à allure non spectaculaire, mais satisfaisante », tout comme la Birmanie, le Mexique et les Philippines, mais à des niveaux de vie différents. Ne serait-ce pas là l'essentiel ?

Conclusions, optimistes, de M. Zarka : il n'y a pas de différence de nature entre les pays riches et les pays à croissance lente ; ceux-ci démarrent ; il se peut qu'à l'heure actuelle, « les deux cinquièmes, sinon la moitié, de la population mondiale, trouvent enfin la voie d'un développement autocumulatif » qui leur permettra d'accéder « bientôt » à la consommation de masse et à la civilisation des loisirs.

Perspectives d'autant plus sympathiques, en leur optimisme juvénile, qu'elles concluent (p. 754) que « plus qu'à l'aide internationale et bien plus qu'au commerce mondial, c'est à la volonté des peuples et de leurs gouvernements que l'on doit ce résultat. » Acceptons-en l'augure, même si la thèse de D. Zarka nous paraît quelque peu contestable.

L. Moulin.

(1) Thèses identiques défendues par le prof. G. Warren Nutter, *Measuring production in the USSR industrial growth in the Soviet Union*, *American Economist Review*, n° 2, mai 1958, pp. 398-411.

(2) Le secteur agricole est le plus important pour les pays sous-développés, puisque de l'aveu même de M. Dumont, son évolution conditionne l'avenir de ces pays. Or : 1° les rendements des parcelles privées en U.R.S.S. sont sensiblement supérieurs à ceux des sovkhozes ou des kolkhozes pour tous les secteurs de la production agricole ; 2° pour les pommes de terre et les légumes, si le rendement des parcelles dépasse de beaucoup le rendement de 1913, celui du secteur collectivisé lui est inférieur ; 3° avec une superficie qui, de 1940 à 1959, n'a pratiquement pas bougé (et qui ne représente même pas 4 % des terrains agricoles), le secteur privé a réussi à augmenter sa production de volailles, de légumes, de porcins, de lait, de viande, etc. ; 4° la part de ce petit secteur privé dans la production totale de l'U.R.S.S. va de 45,9 % (légumes) à 82,3 % (œufs). Cf. A.N. Sakoff, *Le secteur privé dans l'agriculture soviétique*, *Bulletin mensuel d'Economie et Statistiques Agricoles*, septembre 1962, F.A.O., pp. 1-12.